

CDH-PS-Défi ?

« Arrêtons les noms d'oiseaux, et gouvernons »

- Faute de majorité anti-PS partout, Milquet appelle les gouvernements en place à agir loyalement et les parlements à ne pas détricoter leur travail.
- Et l'avenir du CDH ? « Les recompositions sont inéluctables » selon elle.

ENTRETIEN

Ex-présidente fondatrice du CDH, Joëlle Milquet s'était faite plutôt silencieuse depuis le « coup » du 19 juin de Benoît Lutgen, qui a divorcé du PS dans les entités fédérées (même si cela ne s'est concrétisé qu'en Wallonie). Pas d'interview, juste une carte blanche avec Philippe Maystadt, voici quelques jours, pour engager PS et CDH à prendre leurs responsabilités et à continuer à gouverner si un changement d'alliance n'était pas possible. Le contexte s'étant quelque peu clarifié (pour autant que le citoyen s'y retrouve encore...), la députée bruxelloise sort de sa réserve. Pour un appel à « la sagesse » et l'une ou l'autre annonce inattendue...

Tout d'abord : Benoît Lutgen a-t-il bien fait de débrancher la prise le 19 juin ?

De mauvais procès lui ont été adressés, car dans l'effervescence de critiques et de coups bas comme je n'en ai jamais vécu, on a oublié que la cause première de la crise, ce sont les affaires. Des affaires inacceptables pour lesquelles des prises de conscience auraient dû avoir lieu plus rapidement. Mais après cette période de turbulences, et faute d'accord avec Défi et Ecolo, je plaide pour une prise de responsabilités. Je lance un appel au calme, au rationnel, à la sagesse et à la modestie. Il y a une dégradation, un twitterisation de la politique : attaques personnelles, vocabulaire guerrier... Je ne sais pas vivre dans ce climat, je ne le supporte pas.

Nous devons tous faire fonctionner nos institutions. C'était le sens de ma carte blanche, et les choses se sont amorcées dans ce sens-là. Arrêtons donc les noms d'oiseaux, les crises d'ego, les simplismes, pour nous focaliser sur le fonctionnement des institutions.

Concrètement ?

En Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région bruxelloise, on a des projets majeurs pour la population qui ne sont pas finalisés. Donnons la priorité au fond. Les rapports humains doivent s'apaiser, ça prendra du temps, et le sens de l'intérêt général doit primer. S'il y a une seule priorité politique, c'est le Pacte d'excellence. Il y a aussi les allocations familiales. Et la gouvernance. Il faut passer au-delà du clivage majorité - opposition, au profit d'un accord mature pour avancer le plus radicalement possible. Au lieu de se faire la guerre en essayant de voir quel est le plus beau chevalier blanc, essayons de l'être collectivement.

Vous dites qu'il faut tourner la page de l'appel du 19 juin, alors que d'autres CDH disent que ce n'est pas fini, que des événements pourraient permettre de nouveaux changements de majorités.

Il y a eu l'appel du 19 juin, il a largement fait bouger les choses. Mais il a été suivi d'effet en Wallonie, pas ailleurs, en raison de la position de M. Maingain et d'Ecolo, et ça ne changera pas.

Vous en êtes persuadée ?

Ça ne dépend pas de moi. Dire qu'il va y avoir des gouvernements alternatifs, ce n'est pas possible. Donc, il faut jouer la carte de l'intérêt général et ne pas paralyser les institutions. Si le CDH était sorti des gouvernements, on aurait été en affaires courantes et plus aucun projet au service du citoyen ne pouvait passer, ce qui n'est pas acceptable en termes de responsabilités. Je me réjouis que nos ministres aient assumé la rentrée avec un discours qui était celui que je soutenais. On est dans des majorités vis-à-vis des

quelles le président n'a plus d'affect ni de volonté de continuer, mais on y est. Moi, je tiens toujours mes engagements, donc allons d'abord jusqu'au bout des accords de majorité, qu'il faut exécuter. Mais mettons de l'ordre : je ne pourrais imaginer, et je ne le soutiendrais pas, qu'une de nos ministres soit d'accord avec une proposition gouvernementale et que le groupe parlementaire ne suive pas. Cela n'empêche pas une expression parlementaire un peu plus libre pour faire valoir nos différences, mais il n'est pas question d'aller défaire au parlement ce qui a été décidé au gouvernement.

Donc pas de majorités alternatives (CDH-MR) au Parlement sur certains textes ?

Il faut éviter la IV^e République et la flibusterie constante, je ne pense pas que ce soit l'intention du CDH. S'il y a des bonnes idées de l'opposition et qu'il y a des accords collectifs, tant mieux. Déposer une résolution pour exprimer une idée, qui passe ou qui ne passe pas, d'accord ; mais il faut prioritairement faire jouer la logique majoritaire. Ce n'est pas pour autant que le président du CDH et son bureau vont renoncer à dire que, pour la prochaine législature, ils veulent gouverner différemment et sans le PS. Et personne ne va le remettre en cause.

Benoît Lutgen peut assumer cette « logique majoritaire » après son appel du 19 juin ?

Les uns et les autres doivent être raisonnables et il l'est. Son appel a été reçu en Wallonie, pas ailleurs faute d'accord avec Défi et Ecolo, c'est une donne. Nous sommes un parti dont l'ADN est le sens de l'intérêt général, on n'a donc pas d'autre choix. On doit le faire correctement, sans se coucher. Tout le monde a une part de responsabilités, même si un parti a plus été visé par les affaires. La classe politique francophone doit se poser, car elle s'affaiblit en se fragmentant et fait gagner in fine la N-VA. Que Défi y

réfléchisse : il n'y a pas de plus beau cadeau à faire à la N-VA que de continuer à se diviser, à faire des guerres de tranchée, alors que dans les mois qui viennent, quoi qu'il arrive, il faudra se reparler, adopter une stratégie francophone.

Dans votre parti, il y a des ouvertures vis-à-vis de la N-VA...

Mais non ! Laisser supposer que Benoît aurait pris sa décision pour entrer dans le sac à dos de Bart De Wever, ce n'est pas vrai. La cause première, ce sont les affaires, point barre. Mais croire que nous allons nous en sortir face aux revendica-

tions de fin du pays de la N-VA en jouant, comme des gamins, à celui qui est le meilleur contre la N-VA, en ne se parlant pas, en se divisant, en n'ayant pas de stratégie, c'est faire gagner la N-VA. Je demande donc qu'au minimum à partir de janvier – maintenant les blessures sont trop profondes –, on se reparle entre partis francophones, qu'on retrouve de l'unité, en tout cas institutionnelle. Je ne sais pas qui prendra l'initiative, car il n'y a pas d'arbitre. Mais il faudra retrouver la raison et se parler. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
MARTINE DUBUISSON

cap « Le CDH n'est pas de centre-droit »

On dit que vous ne vous sentez plus à la maison au CDH, c'est exact ?

Ce que j'ai à dire, je l'ai dit en interne et à qui de droit. Du reste, ayant créé le CDH, je sais très précisément ce qu'est son ADN, et c'est cet ADN que j'exprime en vous parlant. Je suis plus que jamais convaincue par notre projet, il faut plus le porter, mieux communiquer, faire des tas d'évolutions internes. Mais je suis CDH, une humaniste universaliste ouverte, je ne changerai jamais de parti. On peut avoir une vision personnelle, mais je suis immensément correcte et loyale.

Certains jugent que ce qui se passe depuis le 19 juin est une première étape vers l'absorption du CDH par le MR...

Moi, je n'accepterai jamais une absorption par qui que ce soit, le MR, le PS... Le CDH n'a jamais été scotché à qui que ce soit. D'ailleurs, en 2014, j'avais plaidé pour des majorités tripartites classiques PS-MR-CDH partout, dans les entités fédérées aussi.

Cela étant, le nouveau partenariat avec le MR, c'est un changement de cap stratégique ? Le CDH est un parti de centre-

droit ?

Ce n'est pas parce qu'il y a eu une alliance de conjoncture avec le MR que le CDH est devenu un parti de centre droit. Le CDH n'est pas et ne sera pas un parti de centre-droit. C'est clairement dit et assumé collectivement : nous en avons discuté en bureau lundi matin. Ce n'est pas parce que le PS gère depuis des années avec le MR dans les provinces que celui-ci est devenu communiste ou que le PS est devenu néolibéral. J'ai relu ma Charte de l'humanisme démocratique, c'était 15 ans avant Macron : l'idée de ne pas se positionner sur le clivage droite-gauche, a fortiori par rapport à la lutte des classes, ou le clivage patronat-prolétariat, etc. Non, l'homme doit être respecté tel qu'il est, être acteur de son destin, dans une vision non matérialiste.

Certains voient le CDH muter, évoluer en un mouvement avec d'autres...

Dans le monde politique francophone, chacun s'est arc-bouté sur sa marque, mais qu'en est-il quand on a autant de partis sur un « marché électoral » comme le nôtre ? Avec, reconnaissons-le, des formations qui, selon les conjon-

tures, font entre 10 % et 16 %, je parle du CDH, d'Ecolo et de Défi, et qui sont quelque part dans une certaine proximité de fond ? Quand on voit les enjeux européens et internationaux, la déferlante raciste et populiste, on se dit qu'à un moment donné, il pourrait y avoir le souhait de fédérer des forces, afin d'être plus forts ensemble, derrière un mouvement qui rassemble les humanistes, les progressistes, les universalistes. Personne n'est mûr pour cela aujourd'hui, mais il y a un besoin.

Vous évoquez là un futur « mouvement » avec Ecolo ?

Il y a eu toujours une sorte de mouvance tacite avec les verts, mais c'est plus large. Il y a des proximités de fond avec Défi, avec des modernes du PS, des sociaux du MR. Les recompositions, c'est inéluctable. Les logiques participatives s'épuisent. Il y aura des transformations. Mais là, avec la crise politique, même si c'était l'intention de certains avant cela, on a fait dix pas en arrière. On en reparlera sans doute après 2019. ■

Propos recueillis par
D.CI, MA.D.

ANALYSE

Le dire sans le dire

Cela fait un moment qu'on sent Joëlle Milquet prête à parler. Elle a voulu, puis renoncé. A été tentée, puis a attendu encore. Notamment que son président de parti, Benoît Lutgen, ait été au bout de sa tentative de majorité alternative dans les entités fédérées. Puis se soit expliqué sur son demi-échec (en Communauté et à Bruxelles). C'est chose faite, alors, après sa carte blanche dans *Le Soir*, l'ex-présidente s'exprime plus longuement. Elle refuse de commenter le « coup » de Lutgen : *« Depuis 5 ans, j'ai comme ligne de conduite de ne pas jouer les belles-mères. »* Plus d'une fois cependant, elle lâche : *« Moi, je ne suis pas présidente de parti. »* On sent alors qu'elle n'est pas en phase avec le coup de force du 19 juin, mais ne le dira jamais nettement, tiraillée entre ses convictions personnelles et sa conception de la loyauté. Elle s'en tient donc à : *« J'ai appris la décision le 19 juin comme tout le monde. Et la semaine dernière, Benoît a dit qu'il rêvait d'un gouvernement fédéral sans le PS et sans la N-VA. Il est président de parti, et je ne vais pas dire dans les médias ce que j'aurais fait ou pas fait ; je lui dis en interne, il sait très bien. »* Entre les lignes, chacun aura compris...

On la sent meurtrie, aussi, par la violence du climat politique francophone actuel. Alors elle réfléchit à son avenir. Car continuer dans ce climat ne l'intéresse pas. Déjà, elle fait des choix : elle ne sera pas candidate aux élections communales en 2018 ; et elle ne veut pas se présenter au scrutin régional de 2019. Manifestement, elle préférerait l'Europe - sans exclure le fédéral. Une manière de prendre de la distance avec le poto-poto belge, tout en restant dans l'action politique. Même si elle pourrait aussi succomber à d'autres sirènes, pour mener ses combats humanistes d'une autre manière.

D.CI ET MA.D.

Joëlle Milquet

Née le 17 février 1961 à Montignies-sur-Sambre, Joëlle Milquet a lancé le CDH, Centre démocrate humaniste, en 2002, tournant ainsi la page du PSC. En 2004, elle hisse le CDH au pouvoir au sud du pays, en alliance avec le PS. Ministre de l'Éducation à la Communauté française, elle démissionne en 2016, après que certains ont mis en cause la participation de membres de son cabinet à une campagne électorale. Depuis lors, elle est députée bruxelloise.

Bruxelles « Je ne serai pas candidate aux communales »

Vous pointez le climat actuel, la dégradation générale, dites-vous. Est-ce à dire que votre engagement politique est en jeu ?

Vous savez que j'ai présenté ma démission début 2016, comme ministre de l'Éducation, sans aucune raison : je n'ai jamais commis la moindre infraction pénale, je n'ai jamais eu de mandats privés, tout le monde connaît mon intégrité... Vous connaissez aussi le temps de la Justice, cela signifie que je serai acquittée – je n'ai aucun doute – dans je ne sais combien d'années ! Bref, j'ai pris un peu de recul, j'ai eu des propositions du privé, parfois intéressantes financièrement, mais suis quelqu'un qui, fondamentalement, veut travailler pour la collectivité. Je pense aux réflexions en think tank, aux initiatives contre les populismes, à l'école des devoirs. Dans le même sens, je continuerai mon mandat de députée bruxelloise jusqu'au bout – j'avais conduit la liste régionale CDH en 2014 pour servir à fond mon parti – mais historiquement, je suis avant tout une fédérale ou une Européenne. Donc, je n'ai aucun souci à continuer un engagement législatif à partir de 2019, mais ce sera aux niveaux fédéral ou européen.

De son côté, Céline Fremault s'est avancée pour emmener la liste CDH aux régionales. Je vous l'ai expliqué, je ne suis pas une régionale et je suis très heureuse de voir Cécile Fremault s'affirmer comme elle l'a fait ces dernières années à son poste ministériel. J'ai été la chercher, comme on dit, alors qu'elle avait 18 ans. Maintenant, elle se déploie vraiment. Elle ferait une excellente tête de liste régionale, en effet. Vous savez,

j'ai fait monter beaucoup de jeunes dans le parti... C'est un peu la même chose avec Hamza Fassi-Fihri au niveau communal.

Là, vous voulez dire que vous ne serez pas candidate aux communales à Bruxelles en octobre 2018 ?

Il m'a semblé opportun de rentrer dans la dynamique de nouvelle gouvernance, donc de ne plus nécessairement se présenter systématiquement partout tout le temps... J'apprécie ce que Paul Magnette a fait, en choisissant seulement Charleroi, Philippe Close à Bruxelles, ou le nouveau bourgmestre d'Uccle, Boris Dilliès. Ils ont choisi. Pour ma part, je m'appliquerai le mandat unique. Je ne suis pas une municipaliste

en tant que telle – notez que si Yvan Mayeur était resté, il y avait peut-être là un impératif, ce n'est plus le cas.

Dans le même temps, je vous l'ai dit, j'ai toujours veillé à faire monter une nouvelle génération : Céline Fremault, Benoît Lutgen, Maxime Prévot, Catherine Fonck, Hamza Fassi-Fihri, Marie-Martine Schyns, Jean-Paul Bastin...

Et je conclus : quelque part, c'est plus dans mon

karma de me déployer dans des projets fédéraux ou européens. Que ce soit électif, ou autre chose, comme l'humanitaire. Je verrai donc dans l'année qui vient comment évolue le climat politique, s'il reste tel qu'il est, s'il n'est pas propice à une élection élégante sur fond de débat d'idées, ou si ça change. Le citoyen veut une offre claire, et le crépage de chignon constant, c'est la pire des mauvaises gouvernances. ■

**Propos recueillis par
D.CI, M.A.D.**

« C'est plus dans mon karma de me déployer dans des projets fédéraux ou européens »